

LOURD PASSIF COLONIAL, RÉGIME AUTORITAIRE

Novembre 1990

Le Rwanda entre guerre civile et réformes politiques

TANDIS QUE SE PROLONGE LE CONFLIT DU LIBÉRIA, UN ANCIEN FOYER DE TENSION S'EST RALLUMÉ DANS LA PARTIE EST DU CONTINENT, AU RWANDA. ON Y RETROUVE TOUS LES INGRÉDIENTS DES DRAMES DE L'AFRIQUE : RÉFUGIÉS, MISÈRE, AUTORITARISME, ETC. MÊME SI UN CESSEZ-LE-FEU, NÉGOCIÉ PAR LA BELGIQUE, L'ANCIENNE PUISSANCE COLONIALE, ENTRE FINALEMENT EN VIGUEUR, LE CHEMIN DU RETOUR À LA STABILITÉ EST ENCORE LONG ET NÉCESSITÉ UNE RÉELLE COOPÉRATION AVEC LES PLUS PROCHES VOISINS.

PAR DANIEL HELBIG

Dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre, des guérilleros du Front patriotique rwandais (2 000 à 3 000, selon des sources diplomatiques en provenance d'Ouganda) lançaient une offensive sur la capitale du Rwanda, Kigali. Nombre d'entre eux avaient combattu dans les troupes de l'Armée nationale de résistance (National Resistance Army, NRA), qui, en 1986, après une longue lutte armée, porta M. Yoweri Museveni au pouvoir à Kampala. L'actuel commandant du Front, M. Fred Rwigema, fut lui-même le numéro deux de la NRA et ministre adjoint de la défense ougandais jusqu'en novembre 1989.

Le Front patriotique puise ses forces parmi les centaines de milliers de réfugiés rwandais parqués en Ouganda, mais aussi en Tanzanie, au Zaïre et au Burundi. Lors d'une conférence internationale tenue à Washington en 1988, les représentants de ces exilés avaient exigé un droit au retour. Alléguant le manque de terres, le président rwandais, M. Juvénal Habyarimana, refusa, déniait à deux millions de personnes le droit à la citoyenneté. Le problème est complexe et plonge ses racines dans les origines mêmes de l'Etat rwandais.

Jusqu'à la veille de l'indépendance, le Ruanda-Urundi fut un seul Etat divisé en deux royaumes, le Ruanda et l'Urundi, d'abord colonisé par l'Allemagne, puis, après de la première guerre mondiale, placé sous mandat belge ; influencée par l'Eglise, l'administration coloniale joua sur les divisions ethniques entre Tutsis, minoritaires mais dominants, et Hutus. Au Ruanda, l'hégémonie tutsi fut brisée en 1959 et 500 000 d'entre eux

quittèrent le pays. Le Rwanda accéda à l'indépendance en 1962, en même temps que le Burundi.

A la faveur de nouveaux troubles ethniques en 1972 au Burundi - massacre des Hutus et en 1973, au Rwanda, représailles contre les Tutsis, - le général Habyarimana organise un coup d'Etat et s'empare du pouvoir le 5 juillet 1973. Il veut améliorer la gestion du pays et assurer l'autosuffisance alimentaire. Mais, malgré son crédit international, lui et son parti unique, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND), sombrent rapidement dans l'autoritarisme et se révèlent incapables de faire face aux problèmes économiques.

A la fin des années 80, la situation se dégrade rapidement. Avec un revenu de 320 dollars par habitant, le Rwanda fait partie des pays les moins avancés. La famine frappe une personne sur dix. La population est embrigadée tous les samedis dans des travaux, considérés comme forcés, contre l'érosion des sols, mais la terre reste aussi rare. Cependant, les régions dont sont issus le président et sa femme, dans le nord-ouest du pays, bénéficient d'un traitement de faveur. Le régime y puise la plupart de ses cadres, qui s'enrichissent à travers des détournements de fonds et des "appropriations-expropriations" de terres. *"J'ai décidé de faire procéder à des enquêtes de gestion"*, déclara le président en mars dernier, trop tard, toutefois, pour être crédible.

Les inégalités sociales s'amplifient. Ceux qui sont contraints d'abandonner la campagne ne trouvent pas de travail ; 51 % des enfants inscrits à l'école n'achèvent pas leurs études primaires (1). Un numerus clausus est imposé dans le cycle secondaire et dans les universités. La télévision, qui pourrait combler les carences du système d'enseignement, n'existe pas. Les hommes d'affaires eux-mêmes sont brimés par une bureaucratie qui fonctionne grâce à des pots-de-vin. Pour pouvoir exporter, ils réclament une dévaluation de la monnaie, que préconise d'ailleurs le Fonds monétaire international. La minorité tutsi - environ 10 % de la population - se plaint des passe-droits accordés aux Hutus, et de la mention de l'appartenance ethnique sur les cartes d'identité.

La coopération internationale - qui se chiffre environ à 180 millions de dollars par an (2) - révèle ici toute son inefficacité. Belges, Français, Allemands, Canadiens, Chinois, Japonais - sans parler des diverses organisations régionales ou internationales comme la Banque mondiale ou la Communauté économique européenne, - se partagent le pays en "tranches" de développement. Le président Habyarimana lui-même s'en est ému : *"Est-il encore justifiable que nous devions nous endetter pour des services et des prestations que nous n'avons ni recherchés ni endossés ? Ou que nous puissions continuer à*

supporter plusieurs centaines de missions par an sans risque de paralyser le bon fonctionnement du gouvernement (3) ?"

Un parti unique ouvertement contesté

LA vie politique, comme en maints autres pays d'Afrique, ne s'anime que lors des élections. En décembre 1988, le candidat unique Habyarimana obtint 98,98 % des suffrages et... presque 100 % dans les régions du Sud, où il est le moins populaire. Cette mascarade fut suivie d'une tentative de coup d'Etat fomentée par des officiers. Le règne du parti unique est sans partage et les travailleurs, hommes et femmes, sont contraints d'adhérer aux organisations de masse liées au Mouvement révolutionnaire national pour le développement.

Au Rwanda aussi, un tel système est désormais ouvertement contesté. Plusieurs personnalités ont dénoncé la corruption et les violations des droits de l'homme. Parmi elles, le député Felicula Nyiaramutarambirwa et l'abbé Sindambiwe, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire catholique *Kinyamateka* : tous deux mourront dans des accidents de voiture en 1989.

La presse redoubla alors ses attaques, suscitant une violente riposte du pouvoir : les imprimeurs subirent des pressions et les journalistes furent accusés de propos "*subversifs*", arrêtés et emprisonnés. Selon Amnesty International, une vingtaine de procès politiques se sont déroulés depuis mars dernier. Le 22 octobre, les rédacteurs en chef de deux bimensuels, *Kanguka et Kangura*, ont été condamnés à quinze ans de prison ferme pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

Sous la pression de la contestation et de la crise économique et sociale, le président a été obligé de lâcher du lest. Le 5 juillet dernier, jour anniversaire de sa prise de pouvoir, il évoqua une révision du manifeste du parti unique, la rédaction d'une charte politique et une révision de la Constitution. Profitant de cette ouverture, une trentaine d'intellectuels, dont l'abbé Sibomana, publient un texte intitulé : "*Pour le multipartisme et la démocratie*". "*Le parti unique, affirment les signataires, est l'instrument le plus efficace de désunion et de clivage.*" Ils accusent "*les groupes dominants de s'adonner librement au népotisme et au trafic d'influence*" et d'attiser "*les sentiments régionalistes et tribalistes pour diviser les exclus du pouvoir, sentiments qui se nourrissent par ailleurs des frustrations et de l'insécurité*". Mais, profitant des événements du début octobre, le pouvoir a relancé la répression contre les opposants et plusieurs signataires de ce texte ont été arrêtés.

Appuyée par les redoutables gardes présidentiels de M. Mobutu, chef de l'Etat zaïrois, qui participent aux combats, l'armée

rwandaise est accusée de se livrer à des massacres racistes dans le nord du pays et, dans la capitale, d'arrêter les opposants hutus ou tutsis sans distinction.

Dans de telles conditions, la présence de forces militaires belges et françaises a été interprétée par les rebelles comme un soutien indirect mais efficace au pouvoir en place. Pour M. Alexandre Kanyarengue, le numéro deux du Front patriotique, *"leur maintien à Kigali sert de caution morale au président pour organiser des ratissages, procéder à des arrestations massives suivies d'assassinats de personnes innocentes"*. Pour la Belgique et la France, ces forces n'ont d'autre objectif que d'assurer la protection de leurs ressortissants, mais on se souvient à Kigali que leur dernière intervention conjointe date de 1978 à Kolwezi, au Zaïre, quand, sous ce prétexte, les deux gouvernements sauvèrent le régime du président Mobutu.

A la suite des massacres de Lumumbashi, au Zaïre, en mai dernier, la Belgique réclama une commission d'enquête et arrêta sa coopération avec ce pays malgré les considérables intérêts en jeu considérables (4). Pourquoi l'attitude à l'égard du Rwanda, où nos intérêts sont très limités, est-elle différente ? s'interroge le député belge Jean Gol, de l'opposition libérale.

Qu'est-ce qui fait courir les Occidentaux au Rwanda ? 93 % de la population vivent de l'agriculture et le cours du café (75 % des recettes d'exportation) s'est très déprécié. Seules quelques rares entreprises étrangères sont présentes dans le pays, surtout dans le secteur bancaire et touristique. La Belgique a condamné le *"caractère inacceptable"* des violations des droits de l'homme tandis que la France gardait le silence - mais ses troupes sont restées.

A la mi-octobre, s'est toutefois dessinée une évolution vers une solution politique. Les troupes zaïroises se sont retirées. Le président Habyarimana a accepté un plan belge de cessez-le-feu ainsi que le principe du retour des réfugiés et l'accélération du processus de démocratisation. Des troupes internationales pourraient assurer le contrôle du retour au calme. Quoi qu'il en soit, la crise a révélé que les modalités de la coopération doivent à coup sûr être révisées, alors que, face à des chefs d'Etat s'inscrivant dans la continuité coloniale, tels MM. Mobutu et Habyarimana, une nouvelle génération s'affirme.

Différente, certes, des pères de la contestation que furent N'Khrumah ou Modibo Keita, celle des présidents Museveni en Ouganda et Pierre Buyoya au Burundi se veut nationaliste et soucieuse d'unité nationale. Formé par une longue lutte dans les maquis, M. Museveni a violemment dénoncé les lourdes responsabilités coloniales. Son programme consiste à *"mettre un*

terme aux divisions, libérer le potentiel physique et humain du pays et créer une économie véritablement nationale et autosuffisante". La lettre et l'esprit de ce programme ont été repris par le président burundais Buyoya, qui tente d'assurer la réconciliation des Hutus et des Tutsis (5).

Le Front patriotique, qui compte plusieurs opposants hutus, est attaché aux mêmes principes, tout comme d'autres démocrates rwandais. Il revendique le pluralisme et la démocratie comme solution au sous-développement, "*conséquence d'environ un siècle de colonisation*".

DANIÈLE HELBIG

* Journaliste.

(1) Chiffres portant sur la période 1985-1987, cités dans le *Rapport mondial sur le développement humain*, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), New-York, 1990.

(2) "Rwanda, un millier de collines, une poignée de solutions, *le Courrier ACP-CEE*, Bruxelles, N° 105, septembre-octobre 1987.

(3) Cf. *le Courrier ACP-CEE, op. cit.*

(4) Lire Colette Braeckman, "**Multipartisme et répression au Zaïre**", *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(5) Lire Claire Brisset, "**La course à la réconciliation au Burundi**", *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

Mots-clés

- **Rwanda**

Voir aussi :

- Points de repère

